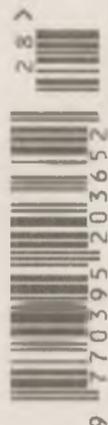


Ne l'oublions pas : l'euro est un atout

230j



15/7
UK price £ 1.50

L'actualité de la zone euro est tellement sinistre – l'interminable tragédie grecque et les risques que celle-ci contamine plusieurs autres pays – qu'on prendrait volontiers la monnaie unique pour une malédiction. Une de ces bonnes idées qui aurait mal tourné.

Rien n'est plus faux : l'euro est un atout. Il a bien servi l'union monétaire depuis sa mise en circulation en 2002. Il est l'un des éléments qui font que l'Europe a un avenir dans le monde de demain.

Cela, il faut le répéter au moment où la crise née de la dette souveraine européenne fait douter de l'euro. Celui-ci n'est pour rien dans l'état désastreux des finances publiques grecques, dans l'endettement bancaire irlandais, ni dans celui des comptes publics du Portugal.

Le montant du déficit fédéral

américain ou celui de la dette publique britannique montrent que les déséquilibres budgétaires ne sont nullement l'apanage de la zone euro.

Les philosophes devront s'interroger un jour sur cette caractéristique des démocraties occidentales en ce début de XXI^e siècle : elles sont toutes lourdement endettées. Et, pour l'essentiel, cet endet-

Editorial

tement public précède la crise financière de 2008-2009.

On estime que seuls 20 % à 30 % du déficit de ces pays sont imputables aux mesures de relance prises en 2008-2009 pour lutter contre la récession. Le reste relève d'une singulière propension à la dette, dont les causes ne sont sans doute pas qu'économiques.

Exprimé en monnaies nationales, il est à peu près certain que cet endettement aurait conduit nombre de pays aujourd'hui membres de la zone euro, notamment la France, à dévaluer plusieurs fois ces dernières années – et la perte de valeur d'une monnaie est une perte de pouvoir d'achat qui touche d'abord les plus pauvres.

C'est l'un des grands mérites de l'euro : il a été un bouclier contre les chocs financiers de l'époque. Il a permis à ceux qui l'ont adopté de maintenir l'inflation sous contrôle et de connaître des taux d'intérêt historiquement bas.

Sa relative bonne tenue face aux autres grandes devises – certains jugent même l'euro surévalué – a diminué le prix auquel les membres de la zone achètent leurs matières premières. Enfin, supprimant le risque de change, il a présidé à un accroissement sans

précédent du commerce intra-européen.

Tout cela, qui est considérable, se traduit en précieux points de croissance que nous n'aurions pas eus sans la monnaie unique. Le monde de demain sera organisé autour de trois à quatre blocs monétaires. L'Europe sera l'un d'eux avec l'euro : c'est la garantie de peser un peu dans la compétition globale.

Il y a un prix : l'euro suppose une coordination des politiques budgétaires, encore balbutiante. Et qui peut heurter la sensibilité des plus attachés à la souveraineté nationale. Mais, si l'on en croit les sondages, une majorité des Européens sont disposés à aller plus avant dans l'harmonisation des politiques budgétaires. C'est du côté des politiques que le souffle manque. ■

Lire pages 9, 10, 13 et 15



En hausse

RIO TINTO - Le géant minier anglo-australien Rio Tinto a affirmé, jeudi 14 juillet, que sa production de minerai de fer était remontée à 49 millions de tonnes (+17%) au cours du deuxième trimestre, après les fortes intempéries du début de l'année ayant affecté ses activités en Australie.



En baisse

UBS - La première banque suisse, UBS, qui avait frôlé la faillite lors de la crise financière de 2008, pourrait supprimer jusqu'à 5 000 emplois, selon le quotidien suisse *Tages-Anzeiger*. Elle pâtit notamment de la mauvaise situation sur les marchés et de la solidité du franc suisse.

Les cours du jour (14/07/11, 09h52)

EURO	1 euro*	1,4073 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 579,00 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	98,10 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,244 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	2,645 (à dix ans)

L'introuvable compromis pour sauver la zone euro

Déchirés par la Grèce, les chefs d'Etat et de gouvernement doivent se réunir. Mais ils n'arrivent pas à trouver de date



Angela Merkel (Allemagne)
L'intraitable

La chancelière allemande freine des quatre fers. En voyage en Afrique, mercredi 13 juillet, elle ne s'est pas exprimée publiquement mais a tout fait pour décourager la tenue d'un sommet spécial à Bruxelles, vendredi. Son argument : il est dangereux de se réunir tant que les bases d'un accord concret n'ont pas été posées. Un nouveau constat d'échec attiserait la panique des marchés. Lundi, M^{me} Merkel avait pourtant convenu que la Grèce avait besoin d'un deuxième plan d'aide « à très, très brève échéance ». Mais elle craint de se trouver isolée dans les négociations. Berlin a adopté une ligne dure, dictée par le « ras-le-bol » de son opinion publique. Son credo : les créanciers privés qui ont financé Athènes sans discernement doivent prendre leur part du fardeau. Berlin a rallié les Pays-Bas et la Finlande. Mais doit compter avec l'opposition farouche de la Banque centrale européenne (BCE) et sans le soutien de Paris. Seule inflexion : M^{me} Merkel commence à accepter l'idée que l'Europe donne à la Grèce les moyens financiers de racheter sa propre dette. Une option qu'elle a longtemps refusée. ■



Christine Lagarde (FMI)
Un exercice d'équilibriste

C'est un discours millimétré que tente de tenir Christine Lagarde, la nouvelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI). Une expression mal interprétée, comme sa déclaration du 11 juillet au sujet d'une nouvelle aide à la Grèce - « il ne faut rien considérer comme acquis » -, et les marchés croient que le Fonds lâche Athènes sous la pression de ses Etats membres qui jugent qu'il en fait trop pour l'Europe. Or, M^{me} Lagarde et son équipe défendent le principe d'un report à 2014 du retour de la Grèce sur les marchés, ce qui suppose effectivement un nouveau soutien à ce pays. Mais le FMI n'y participera qu'à la condition d'un plan européen crédible, auquel le secteur privé contribuera pour 33 milliards de dollars (23,2 milliards d'euros) sous forme de « réinvestissements volontaires et/ou d'extensions de maturité ». En fait, M^{me} Lagarde est plus proche de la position allemande que de la position française. Elle estime qu'il est impératif qu'une partie des créances publiques et privées sur la Grèce soit supprimée, afin d'alléger les sacrifices budgétaires réclamés à Athènes et de rendre ainsi le fardeau plus supportable par le peuple grec. ■



Silvio Berlusconi (Italie)
Une réaction tardive

Silvio Berlusconi pourra se rendre à Bruxelles avec le sentiment du devoir accompli. Le plan d'austérité de 47 milliards d'euros, destiné à parvenir à l'équilibre budgétaire en 2014, devrait être adopté au Parlement italien avant le week-end des 16 et 17 juillet. Mais ce succès tient beaucoup aux pressions qu'il a subies depuis le 7 juillet, date des premières attaques contre l'Italie. Il a fallu l'intervention de la chancelière allemande, Angela Merkel, du président italien de la République et de Mario Draghi, président de la banque d'Italie, pour qu'il appelle, mardi, à « l'unité nationale ». « Mais ses propos ne traduisent ni la gravité du moment ni un leadership fort », écrit l'éditorialiste Stefano Folli dans le quotidien économique *Il Sole*. M. Berlusconi a longtemps cru que l'Italie resterait à l'abri de la tourmente, malgré sa dette record (120% du produit intérieur brut). Il a repoussé le plus longtemps possible la rigueur. Convaincu que « l'Italie est mieux sortie de la crise que ses voisins », il n'a pas pris conscience que la défiance des marchés était à long terme, de réformes structurelles et sur une croissance trop faible. ■

Un sommet d'urgence, oui, mais quand? Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a maintenu son projet d'une réunion extraordinaire de la zone euro pour débloquer les négociations sur un second plan d'aide à la Grèce. Mais compte tenu des fortes résistances de l'Allemagne, celle-ci n'aura pas lieu vendredi 15 juillet, comme initialement prévu. En déplacement en Afrique, la chancelière, Angela Merkel, a peu apprécié de n'avoir pas été consultée.

Après la vague de panique qui a submergé les marchés financiers ces derniers jours, le calme est revenu, malgré la nouvelle dégradation, mercredi soir, de la note grecque, à CCC, par l'agence Fitch. Dans ce contexte, Berlin ne veut pas précipiter la tenue d'un sommet qui n'aboutirait qu'à créer de l'incertitude. La France, elle, s'est dite favorable à cette rencontre, mais n'en pense pas moins. « Avant de caler une réunion, il faut savoir ce que l'on va dire », indique-t-on à Paris.

Jeudi 14 juillet au matin, la date exacte n'était toujours pas fixée. Selon l'entourage de M. Van Rompuy, le sommet devrait avoir lieu « de façon pratiquement certaine » dans la semaine du 18 au 24 juillet.

Cette confusion au niveau du calendrier en dit long sur les divergences qui persistent entre les responsables de la zone euro. Alors que l'union monétaire vacille sur ses bases, les capitales peinent à s'entendre sur les modalités d'un nouveau plan d'aide à la Grèce censé enrayer la contagion de la crise à l'Italie et à l'Espagne.

Plusieurs options de travail sont sur la table. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens vont continuer à les passer en revue pour tenter de dégager un compromis avant de se retrouver. Si les livraisons restent profondes, chacun est persuadé qu'il faut maintenant présenter aux marchés un plan cohérent et concret.

La première piste, revenue au cœur des négociations après avoir été abandonnée au printemps, consiste à diminuer l'ardoise de la Grèce en rachetant la dette qui circule sur les marchés : le Fonds européen de stabilité financière (FESF), mis en place au printemps 2010 pour venir en aide aux Etats en diffi-

cultés, pourrait être utilisé pour racheter des emprunts grecs sur le marché de la revente des titres, appelé marché secondaire.

Cette solution aurait le soutien de la France, partisane d'un FESF plus flexible. Elle conviendrait aussi à la Banque centrale européenne (BCE) qui milite depuis longtemps pour ne plus être la seule à pouvoir acquérir de la dette sur le marché secondaire. Une déclinaison possible est le plan dit de « buy back », qui consiste à prêter de l'argent à Athènes - au travers du FESF, toujours - pour qu'elle rachète sa propre dette à prix cassé.

Colossal endettement

Cette hypothèse a longtemps été écartée en raison de l'opposition de l'Allemagne. Mais Berlin commence à infléchir sa position. Un porte-parole du gouvernement allemand a reconnu, mercredi, la « possibilité théorique » que la Grèce rachète ses obligations grâce aux fonds fournis par l'Europe et le Fonds monétaire international (FMI). Une formule qui aurait l'avantage d'aider le pays à réduire son colossal endettement.

Pour autant, l'Allemagne continue de plaider pour une participation des créanciers privés, au risque d'entraîner un défaut selon les critères des agences de notation. Une proposition soutenue notamment par les Pays-Bas et la Finlande. Le patron de la banque allemande Commerzbank, Martin Blessing, a lui-même proposé, mercredi, un rééchelonnement de la dette grecque. Selon ce plan, les obligations existantes seraient échangées contre des titres assortis d'une date de remboursement plus lointaine.

La France, quant à elle, travaille toujours sur le scénario dit de « roll over » : les créanciers privés accepteraient de réinvestir volontairement les emprunts grecs qu'ils détiennent lorsque ceux-ci arriveront à échéance, d'ici à 2014.

Selon l'agence Reuters, l'Institut de la finance internationale (IIF), principal lobby bancaire mondial, devait se réunir jeudi à Rome afin de débattre de toutes ces options. ■

Cécile Prudhomme et Marie de Vergès
Page réalisée avec nos correspondants européens

(PHOTOS: AFP)



Nicolas Sarkozy (France)
A pas feutrés

Le chef de l'Etat est resté discret, ces derniers jours, sur la position de la France. Il souhaite, selon son entourage, éviter une surenchère de déclarations qui nuirait à l'avancée des dossiers. La position française n'a pas varié : « Trouver une solution qui préserve la stabilité financière, en accord avec la Banque centrale européenne », c'est-à-dire parvenir à un accord évitant que la dette grecque soit qualifiée en situation de « défaut ». La France a beaucoup à perdre, car ses banques sont, aux côtés des allemandes, les plus exposées à la dette grecque. Pour faire participer les créanciers privés au renflouement du pays, comme le demandait Berlin, Paris a soutenu une proposition des banques françaises consistant à réinvestir en dette grecque les emprunts arrivant à échéance d'ici à 2014. Mais Standard & Poor's a prévenu qu'un tel dispositif conduirait à qualifier la dette en « défaut ». La France sait qu'il n'est pas dans son intérêt de se fâcher avec Berlin. Mais le couple franco-allemand bat de l'aile. En privé, la France ne cache pas que les propos intempestifs des Allemands et des Néerlandais agacent et « n'ont pour effet que de relancer la crise ». ■



Jean-Claude Trichet (BCE)
Surtout pas de « défaut »

Appliquant les règles qu'il a édictées pour les membres de son institution, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), veut à tout prix éviter la cacophonie. Il s'en tient à un message unique : la BCE ne veut pas cautionner une solution de sauvetage pour la Grèce qui soit qualifiée par les agences de notation d'« événement de crédit », de « défaut partiel » ni de « défaut ». La Banque centrale juge qu'elle en a déjà fait beaucoup : elle a mis en place une batterie d'outils pour que les banques continuent à se financer, et un programme de rachat de la dette des pays en difficulté de manière à donner du temps aux gouvernements. Aujourd'hui, elle craint une contagion à des pays dont le poids économique pourrait déstabiliser l'union monétaire. Selon M. Trichet, la balle est entre les mains des politiques. « Nous ne sommes pas les acteurs, les politiques et les gouvernements sont les acteurs », déclarait-il encore le 7 juillet. Pour faire passer le message aux pouvoirs politiques, la BCE a menacé de ne plus prendre en garantie les titres de la dette grecque qui seraient « en défaut ». ■



Jean-Claude Juncker (Luxembourg)
Sauver le projet d'une vie

Il sourit encore et reste adepte de mots d'humour, mais son entrain n'est plus le même. Jean-Claude Juncker est d'abord épuisé par des mois de travail à la tête de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des finances de la zone euro. Il note ensuite qu'entre Herman Van Rompuy, José Manuel Barroso et le commissaire aux affaires monétaires, Olli Rehn, l'Europe communautaire manque d'un vrai pilote. Il aurait voulu être celui-là et se démène comme un diable. Mais l'enthousiasme n'y est plus depuis que M. Van Rompuy lui a ravi le poste de président permanent du Conseil. L'éternel premier ministre luxembourgeois semble mal à l'aise entre l'impétueux Nicolas Sarkozy et une Angela Merkel qu'il juge obnubilée par la politique intérieure. Il rêve des Delors, Kohl ou Mitterrand. Dans les conseils, il compte ses vrais alliés, les fédéralistes, et constate qu'à Paris, Berlin ou Rome ils se font rares. Désormais, il doit se contenter de voir Mario Draghi prendre la tête de la BCE et note alors que « c'est un homme très attaché à l'euro ». Mais M. Juncker fera tout pour que son nom ne soit pas associé à l'échec d'un projet qui fut celui d'une vie. ■

Georges Papandréou (Grèce)
Sisyphes à Bruxelles

Georges Papandréou s'apprête à trainer à nouveau son rocher de la dette grecque à un sommet européen. Depuis des mois, ses partenaires de la zone euro multiplient les interventions contradictoires, les conseils et les menaces. Et le rocher de Sisyphes-Papandréou dégringole jusqu'à la place Syntagma, où les manifestants rejettent la rigueur. Le premier ministre grec a eu du mal à mettre en place ce plan d'austérité, entre le Parti socialiste qui se déchire et l'opposition de droite qui préférerait lui laisser porter le fardeau seul. Il y est parvenu le 30 juin, grâce au soutien de son ancien rival au Pasok, Evangelos Venizélos, qu'il a nommé ministre des finances et vice-premier ministre. Depuis, l'Europe tergiverse. Mercredi 13 juillet, l'agence de notation Fitch a de nouveau dégradé la note du pays. Le placide Georges Papandréou s'est même énervé, dans une lettre au président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, dénonçant la « cacophonie » et les « erreurs » de l'Europe. Il espère cette fois convaincre ses partenaires d'agir vite. Pour éviter que le rocher de la dette n'entraîne la zone euro dans sa chute. ■



Le scandale « News of the World » pousse Murdoch à reculer sur le rachat de BSkyB

Le magnat australien avait lancé une offre pour contrôler 100 % du capital du bouquet numérique

Le groupe News Corp., contrôlé par le magnat australo-américain Rupert Murdoch, a annoncé, mercredi 13 juillet, qu'il renonçait au rachat de la totalité du capital du bouquet numérique britannique BSkyB. Son groupe News Corp., qui détient déjà 39,1 % du capital du bouquet numérique, avait fait une offre de rachat des 60,9 % des parts qu'il ne contrôlait pas encore. Une opération estimée à plus de 10 milliards d'euros.

Ce renoncement est la conséquence directe du scandale des écoutes téléphoniques. La fermeture définitive du pourtant très rentable hebdomadaire à sensation *News of the World*, propriété de News Corp., n'aura pas suffi. M. Murdoch a dû faire face à une mobilisation sans précédent de la classe politique britannique. Un front du refus qui l'a conduit à retirer son offre de rachat de BSkyB, mercredi, juste avant que le Parlement britannique ne vote une motion, non contraignante, lui demandant de renoncer à son projet.

En pratique, cette reculade ne devrait pas avoir de conséquences économiques négatives immédiates sur News Corp. Toutefois, elle met le trouble sur la stratégie du groupe de M. Murdoch. A la fin du mois de mars, News Corp. disposait de 11,8 milliards de dollars de cash (plus de 8,3 milliards d'euros).

Un collaborateur du « Times » sur la sellette

Dans son édition du mercredi 13 juillet, le *Times* n'a pas hésité à écrire sur l'un de ses collaborateurs, que l'affaire *News of the World* (NoW) a précipitamment ramené à sa vie d'avant, celle dans laquelle il était policier. Et pas n'importe lequel : en 2006, Andy Hayman était responsable de l'enquête sur les écoutes téléphoniques commanditées par NoW, un titre du groupe Murdoch, comme le *Times*.

C'est lui qui, à l'époque, a décidé de fermer le dossier, arguant que l'affaire se limitait à un cas solé - des intrusions dans les portables de plusieurs employés de Buckingham qui avaient permis

de publier un article sur une blessure au genou du Prince William - et ne présupait en rien de pratiques plus systématiques. Mardi, il a dû, à ce titre, comparaître devant une commission parlementaire pour expliquer ce qui avait motivé son choix, alors que l'on sait désormais que ses hommes avaient saisi lors d'une perquisition chez un détective privé 11 000 pages de notes, contenant près de 4 000 numéros de portables susceptibles d'avoir été écoutés pour le compte de NoW.

Le *Times* a jugé utile de faire un encadré pour présenter M. Hayman, arrivé au quotidien en juillet 2008, en oubliant toutefois

de préciser qu'il avait dû quitter Scotland Yard, suspecté (à tort, conclura une enquête postérieure) d'avoir fait de fausses notes de frais et harcelé deux femmes. La journaliste Ann Treneman, qui croque toujours avec beaucoup de mordant la vie de Westminster, ne s'est pas privée.

M. Hayman a admis que, vu d'aujourd'hui, la décision qu'il avait prise en 2006 « ne tenait pas debout ». Mais, après tout, il ne suivait pas le dossier au jour le jour, et se contentait de superviser le travail de ses équipes. Ce qui ne l'a pas empêché à cette période de dîner avec les responsables de News International, qui chapeau-

retransmission des grands prix de formule 1. Le retrait de l'offre de rachat de BSkyB affaiblit la position de James Murdoch, l'un des six enfants du magnat, qui était jusqu'ici son héritier le plus vraisemblable à la tête du groupe et est chargé des activités européennes et asiatiques de News Corp. Celui-ci a été le plus chaud partisan de l'achat du bouquet numérique. Il a insisté jusqu'au bout pour que News Corp. cherche à obtenir l'approbation officielle de l'opération, révèle le *New York Times* (13 juillet). La décision de se retirer a été prise par Rupert Murdoch. Celui-ci n'a consulté son fils qu'une fois la décision arrêtée.

Selon certains analystes, le patriarche n'aurait pas renoncé à acheter BSkyB, mais aurait opéré un repli stratégique en attendant que le scandale de l'affaire des écoutes retombe.

New Corp. pourrait maintenant isoler sa branche presse écrite du reste de ses activités, voire

s'en séparer. Celle-ci ne représente que 17 % du chiffre d'affaires du groupe. Elle inclut les journaux britanniques (*The Sun*, *The Times*, *The Sunday Times*), des journaux en Australie et aux Etats-Unis, parmi lesquels le *Wall Street Journal* et le *New York Post*.

C'est une décision difficile à prendre pour Rupert Murdoch. Ses journaux ont été les premières bases de son empire. Il éprouve pour eux un attachement sentimental. Ils sont surtout le fondement de son influence politique, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, même si aujourd'hui, celle-ci s'exerce principalement par les chaînes câblées Fox News ou Sky News. James Murdoch, au contraire, ne partage pas du tout l'attachement de son père pour la presse écrite.

La décision de se retirer a été prise par Rupert Murdoch. Celui-ci n'a consulté son fils qu'une fois celle-ci arrêtée

« L'influence politique de News Corp. a toujours servi à protéger ses intérêts économiques », souligne Tim Westcott, analyste chez IHS Screen Digest. Et objectivement, celle-ci a considérablement diminué. Aux Etats-Unis, le sénateur démocrate Jay Rockefeller, président de la commission du commerce, a demandé l'ouverture d'une enquête pour déterminer si News Corp. avait eu recours à des écoutes sur le territoire américain, notamment auprès des victimes des attentats du 11-Septembre. ■

Guy Duthiel et Xavier Ternisien

de publier un article sur une blessure au genou du Prince William - et ne présupait en rien de pratiques plus systématiques.

Mardi, il a dû, à ce titre, comparaître devant une commission parlementaire pour expliquer ce qui avait motivé son choix, alors que l'on sait désormais que ses hommes avaient saisi lors d'une perquisition chez un détective privé 11 000 pages de notes, contenant près de 4 000 numéros de portables susceptibles d'avoir été écoutés pour le compte de NoW.

Le *Times* a jugé utile de faire un encadré pour présenter M. Hayman, arrivé au quotidien en juillet 2008, en oubliant toutefois

de préciser qu'il avait dû quitter Scotland Yard, suspecté (à tort, conclura une enquête postérieure) d'avoir fait de fausses notes de frais et harcelé deux femmes. La journaliste Ann Treneman, qui croque toujours avec beaucoup de mordant la vie de Westminster, ne s'est pas privée.

M. Hayman a admis que, vu d'aujourd'hui, la décision qu'il avait prise en 2006 « ne tenait pas debout ». Mais, après tout, il ne suivait pas le dossier au jour le jour, et se contentait de superviser le travail de ses équipes. Ce qui ne l'a pas empêché à cette période de dîner avec les responsables de News International, qui chapeau-

retransmission des grands prix de formule 1. Le retrait de l'offre de rachat de BSkyB affaiblit la position de James Murdoch, l'un des six enfants du magnat, qui était jusqu'ici son héritier le plus vraisemblable à la tête du groupe et est chargé des activités européennes et asiatiques de News Corp. Celui-ci a été le plus chaud partisan de l'achat du bouquet numérique. Il a insisté jusqu'au bout pour que News Corp. cherche à obtenir l'approbation officielle de l'opération, révèle le *New York Times* (13 juillet). La décision de se retirer a été prise par Rupert Murdoch. Celui-ci n'a consulté son fils qu'une fois la décision arrêtée.

Selon certains analystes, le patriarche n'aurait pas renoncé à acheter BSkyB, mais aurait opéré un repli stratégique en attendant que le scandale de l'affaire des écoutes retombe.

New Corp. pourrait maintenant isoler sa branche presse écrite du reste de ses activités, voire

s'en séparer. Celle-ci ne représente que 17 % du chiffre d'affaires du groupe. Elle inclut les journaux britanniques (*The Sun*, *The Times*, *The Sunday Times*), des journaux en Australie et aux Etats-Unis, parmi lesquels le *Wall Street Journal* et le *New York Post*.

C'est une décision difficile à prendre pour Rupert Murdoch. Ses journaux ont été les premières bases de son empire. Il éprouve pour eux un attachement sentimental. Ils sont surtout le fondement de son influence politique, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, même si aujourd'hui, celle-ci s'exerce principalement par les chaînes câblées Fox News ou Sky News. James Murdoch, au contraire, ne partage pas du tout l'attachement de son père pour la presse écrite.

« L'influence politique de News Corp. a toujours servi à protéger ses intérêts économiques », souligne Tim Westcott, analyste chez IHS Screen Digest. Et objectivement, celle-ci a considérablement diminué. Aux Etats-Unis, le sénateur démocrate Jay Rockefeller, président de la commission du commerce, a demandé l'ouverture d'une enquête pour déterminer si News Corp. avait eu recours à des écoutes sur le territoire américain, notamment auprès des victimes des attentats du 11-Septembre. ■

Guy Duthiel et Xavier Ternisien

Très endetté, Lafarge cède une partie de ses activités plâtre

Le belge Etex acquiert les filiales en Europe et en Amérique du Sud pour 850 millions d'euros

Fortement endetté, Lafarge poursuit les cessions d'actifs. Le leader mondial des matériaux de construction a ainsi annoncé, jeudi 14 juillet, qu'il est entré en négociations exclusives avec le groupe belge Etex pour la vente d'une grande partie de ses activités plâtre.

Lafarge se sépare de ses filiales en Europe (dont la France) et en Amérique du Sud, dont la valeur d'entreprise a été évaluée à 1 milliard d'euros. Le groupe français touchera 850 millions d'euros à l'issue de l'opération, tout en restant actionnaire à hauteur de 20 % de ces entités.

« Cette opération est en ligne avec notre stratégie qui consiste à optimiser notre portefeuille d'activité », a souligné Bruno Lafont, PDG de Lafarge, lors d'une conférence téléphonique, jeudi matin. Ce projet va contribuer à réduire notre dette, tout en restant actionnaire afin de profiter du retournement des activités cédées. C'est un projet bon pour le groupe et pour ses actionnaires », a-t-il ajouté.

Globalement, Lafarge Gypsum réalise 8,8 % du chiffre d'affaires du groupe, mais seulement 2,4 % de son résultat d'exploitation. Les activités qui s'apprennent à être cédées ont réalisé en 2010 un chiffre d'affaires consolidé de 895 millions d'euros pour un résultat avant charges financières, impôts, provisions et amortissements de 115 millions d'euros.

Plusieurs acquéreurs étaient sur les rangs, notamment les fonds d'investissement Cinven et Bain Capital. Mais finalement, Lafarge a préféré faire affaire avec un industriel qu'il connaît bien, puisqu'Etex est déjà partenaire de Lafarge en Amérique du Sud. Le groupe belge a des participations minoritaires dans l'activité plâtre de Lafarge au Brésil, au Chili et en Colombie.

L'accord trouvé avec Etex prévoit que Lafarge reste au moins cinq ans au capital de ces activités, sa participation de 20 % pouvant ensuite être cédée.

Interrogé sur l'éventuelle ces-

sion des autres filiales plâtre du groupe - Amérique du Nord, Asie et Afrique -, Bruno Lafont a précisé qu'elles restaient pour le moment intégrées au groupe. Mais il semble que le français éprouve des difficultés pour trouver des acheteurs. La division américaine, en vente depuis trois ans, a dégagé en 2010 un résultat d'exploitation négatif. Les signes de reprises dans le secteur de la construction aux Etats-Unis étant pour le moment trop fragiles, il est peu probable que Lafarge arrive à s'en défaire à court terme.

Note dégradée

En attendant, la cession de l'Europe et l'Amérique du Sud va permettre de desserrer l'étau de la dette, qui s'élevait à 14 milliards d'euros fin 2010, pour un chiffre d'affaires de 16,2 milliards. La pression s'est un peu plus accentuée en mars, lorsque l'agence de notation financière Standard & Poor's a dégradé la note de Lafarge, reléguant ainsi le leader mondial du ciment au rang d'émetteur spéculatif.

Cette situation trouve son origine dans le rachat de l'égyptien Orascom, dont l'acquisition a été réalisée juste avant que n'éclate la crise financière. Dans ce contexte, Lafarge s'est fixé pour objectif en début d'année de réduire sa dette de 2 milliards d'euros dès 2011. Outre la division par deux du dividende versé aux actionnaires et l'amélioration des flux de trésorerie (cash flow), le groupe comptait réaliser un minimum de 750 millions d'euros de cessions, « hors opération majeure », avait promis M. Lafont.

En mai, le groupe a déjà réalisé une première opération, en cédant pour 760 millions de dollars (534,8 millions d'euros) ses activités dans le ciment et le béton dans le sud-est des Etats-Unis.

La vente de l'activité plâtre, même partielle, semble séduire les marchés financiers. A l'ouverture de la Bourse de Paris, Lafarge était l'une des rares valeurs du CAC40 à progresser. Le titre était en hausse de 1,31 %, à 40,15 euros. ■

Stéphane Lauer

Des centaines de passagers toujours bloqués à Orly par la grève chez Air Algérie

Le mouvement du personnel navigant, engagée le 11 juillet, a conduit à réduire de moitié les liaisons aériennes entre la France et l'Algérie

Bloqués dans les aéroports d'Orly, de Marseille et de Lyon, plusieurs centaines de personnes étaient toujours en attente d'un vol à destination de l'Algérie jeudi 14 juillet au matin.

Engagée le 11 juillet, la grève du personnel navigant d'Air Algérie a brutalement conduit à réduire de moitié le total des liaisons entre les deux pays, qui enregistrent, en cette période, une très forte activité. Alors que la tension monte parmi les voyageurs, Aigle Azur et Air France - qui assurent respectivement 40 % et 10 % du trafic entre les deux pays, qui représentent près de 2,5 millions de passagers chaque année - se sont efforcés d'affréter des vols supplémentaires.

Malgré ce dispositif, ainsi que la mise en place de procédures simplifiées permettant d'échanger des billets d'avion contre des billets sur les bateaux au départ de Marseille, de nombreuses familles sont toujours en attente. Thierry Mariani, ministre des transports, s'est rendu dans la soirée à l'aéroport d'Orly afin « d'apporter son soutien aux passagers en attente de réacheminement ». « Il est hors de question de nous mêler des problèmes d'une compagnie étrangère », a-t-il prévenu, soulignant que sa priorité était de s'assurer que les passagers seront le moins pénalisés possible par cette grève.

Mercredi soir, les négociations entre Air Algérie et le personnel navigant en grève, qui réclame un doublement de salaire, étaient au point mort. Le 15 juin, malgré une décision de justice décrétant leur grève illégale, un arrêt de travail des hôtesses de l'air et des stewards avait déjà cloué au sol les avions de la compagnie afin d'obtenir des augmentations de salaire qui les rapprocheraient des pilotes.

Mercredi soir, les négociations entre Air Algérie et le personnel navigant en grève, qui réclame un doublement de salaire, étaient au point mort. Le 15 juin, malgré une décision de justice décrétant leur grève illégale, un arrêt de travail des hôtesses de l'air et des stewards avait déjà cloué au sol les avions de la compagnie afin d'obtenir des augmentations de salaire qui les rapprocheraient des pilotes.

Cascade de demandes

Décidé à mettre fin au mouvement, Wahid Bouabdallah, l'ancien PDG, avait accepté l'essentiel des revendications, notamment une hausse des salaires de 35 %. Dans une compagnie qui compte au moins une douzaine de syndicats, cette concession avait immédiatement déclenché une cascade de demandes salariales parmi les personnels de la compagnie, provoquant le mécontentement du gouvernement, confronté à un contexte social tendu.

Après le limogeage, le 19 juin, de



Passagers en attente à l'aéroport d'Orly. JACQUES BRINON/AP

M. Bouabdallah, son successeur Mohamed Salah Boulouf a changé de stratégie et opté pour la fermeté. En réponse, le Syndicat national du personnel navigant commer-

cial algérien (SNPNCA) a décidé de lancer le 11 juillet un deuxième mouvement de grève, en plein rush des émigrés vers le pays. La direction a proposé de s'en tenir à

une augmentation de 20 %, considérant que la situation financière de la compagnie ne permettait pas d'aller au-delà. Ces arguments sont restés sans effet sur les hôtesses et stewards ; leur syndicat a surenchéri en exigeant une augmentation de salaire de 106 %.

Mercredi, la direction d'Air Algérie a franchi un nouveau seuil en annonçant le licenciement des « meneurs » du mouvement et en appelant les grévistes à reprendre le travail. « Nous ne pouvons rester sans réagir face à ce collectif de personnel navigant qui a décidé de prendre en otages la compagnie et ses passagers », a déclaré Mohamed Salah Boulouf, qui a souligné que les dégâts causés par cette grève « illégale » sont très « importants ».

Désormais, l'urgence pour Air Algérie est de trouver une solution pour les voyageurs qui se retrouvent dans une situation délicate dans les aéroports étrangers. La compagnie avait déjà entrepris mardi d'affréter des avions de Tassili Airlines, propriété de la compagnie publique d'hydrocarbures Sonatrach, pour ses dessertes en Afrique. Jeudi, des avions des compagnies Nouvel Air, Air Méditerranée et Tunisair pourraient venir à la rescousse des « naufragés » d'Air Algérie bloqués en Europe. ■

Amir Akef (à Alger) et Jean-Michel Normand